RAPPORT FINANCIER 2014

fondation SCIENCES CITOYENNES

Table des matières

Introduction 3

Produits 4

Charges 6

Trésorerie et bilan 6

Conclusion et perspectives 7

Bilan et compte de résultat 8

Introduction

Nous prévoyions un exercice 2014 à l'équilibre très tôt puisque comme mentionné dans les conclusions du rapport financier 2013, notre budget prévisionnel pour l'année qui vient de s'écouler comprenait essentiellement des ressources acquises ou très probables. Mais c'est du coté des emplois que la surprise est venue avec une baisse des lignes salaires et cotisations sociales non anticipée. En effet, le départ de Claudia Neubauer, responsable de l'équipe salariée et son remplacement tardif, et dans une mesure moindre, le passage temporaire d'un salarié à temps complet en télétravail à temps partiel ont eu pour conséquence d'abaisser artificiellement nos coûts de personnel et de parvenir à un « budget réalisé » en deçà de notre budget prévisionnel, d'environ 27 000 euros.

Notre excédent ne se monte pourtant qu'à 1 688 euros mais cela peut s'expliquer. Cette réduction passagère mais significative de forces vives a entraîné la non-réalisation de quelques activités en 2014 et un report de certaines activités sur 2015. En conséquence, un reliquat de ressources dédiées au financement des salaires (en moyenne 80% des charges de l'association) non consommé en 2014 a été transféré dans le budget 2015.

Une aubaine car les perspectives budgétaires 2015 ne sont pas bonnes. En effet, malgré ce transfert inattendu de ressources, nous peinons à réunir la totalité des fonds à hauteur de nos besoins présumés pour financer notre action en 2015. En ces temps délicats pour le monde associatif, beaucoup d'incertitude plane sur certains financements. Cela va nous contraindre à un suivi budgétaire accru et à redoubler d'efforts pour concrétiser notre programme de collecte de fonds.

Produits

Comme évoqué plus haut, 2014 est un exercice un peu particulier mais l'explication n'est pas à rechercher du coté des produits. De ce point de vue, nous avons connu une année faste pourrait-on dire mais malheureusement limitée à un type de ressource, celle que nous appelons les « fonds institutionnels privés », autrement dit essentiellement les financements issus de fondations. Elles sont exclusivement « de personne », par opposition aux fondations d'entreprises que nous appréhendons avec beaucoup plus de réticence.

Pour mémoire, nous regroupons depuis quelques années nos financements par nature en trois grandes masses afin de faciliter la compréhension et le suivi de nos produits : les « fonds institutionnels privés » déjà cités, les « fonds institutionnels publics » (collectivités publiques et Union Européenne) et les « autres fonds privés » qui comprennent les dons et adhésions.

Notre budget continue donc d'être abondé massivement par des fondations (voir en fin de partie pour la répartition en pourcentage entre les 3 ressources). Cette ressource est même en progression, non significative sur une période aussi courte, mais elle s'accompagne d'un recul des fonds d'origine publique, ce qui renforce l'aspect préoccupant de cette tendance à l'œuvre déjà depuis plusieurs années dans notre budget. Le déséquilibre s'accroît et notre dépendance vis à vis d'un seul type de financement également.
Les perspectives globales ne peuvent que nous inquiéter davantage. Les coupes sombres dans le budget de l'Etat ; la baisse de la dotation aux collectivités territoriales à laquelle viennent s'ajouter des transferts de compétences opérés dans le cadre de la décentralisation sans compensation financière intégrale pour les collectivités concernées ; jusqu'aux attaques sur la clause de compétence générale (capacité de financer des actions dans tous les secteurs) qui permet aux associations d'obtenir des fonds auprès de tout type de collectivité locale. Toutes ces évolutions frappent les associations puisqu'elles ont un impact sur les budgets publics dédiés et sur les conditions qui leur sont habituellement faites. Le budget global de l'Union européenne a également été âprement négocié en cette année d'élections entre les États membres et revu à la baisse pour la période 2014-2020. Aucune « compensation » n'est à attendre de ce coté là pour l'année 2015.

Les dons et adhésions régressent par rapport à l'année dernière. Si le contexte ambiant a pesé, généré par ce qu'on désigne parfois trop vaguement comme « une crise » , c'est aussi le résultat d'un militantisme moindre de notre part pour convaincre de nouveaux adhérents, conserver le soutien d'adhérents occasionnels et collecter des dons. Un effet d'une force salariée réduite sans doute.

Nous avons fait le choix de ne pas valoriser financièrement le bénévolat. Il y a, à la base, un aspect technique, la lourdeur d'un système à mettre en place pour respecter le cadre fiscal et social imposé. Mais également un parti pris. Il nous paraît difficile, compte tenu de la diversité des apports de nos bénévoles, de rendre compte financièrement de cet apport. De plus, comment évaluer financièrement la contribution de nos bénévoles sur des aspects immatériels comme leur poids en tant que citoyens agissant dans le cadre de la FSC pour la cohésion sociale, et comme contre-pouvoir pour veiller à un équilibre démocratique de notre société ? Faut-il donner une valeur économique à tout comme le pousse l'idéologie dominante ?
Cependant, dans le contexte difficile que nous connaissons, la valorisation du bénévolat pourrait être mis en avant dans certains appels d'offre, et ce faisant permettre une aide financière supplémentaire.
La question du bénévolat mérite donc un débat de forme et de fond mais nous pouvons conclure que l'apport des bénévoles est de toute façon inestimable quel que soit le mode d'évaluation retenu !

Rapidement, notons que la valorisation en nature (24 000 euros) en bas de compte de résultat correspond à un don relatif à notre hébergement dans les locaux de la fondation Charles Léopold Mayer, une aide significative compte tenu du coût de l'immobilier à Paris.

Notre report à nouveau est maintenant d'un peu plus de 39 000 euros. Une réserve bienvenue face à des perspectives floues.

Fonds institutionnels publics : 35 900 euros soit 15,15% des PE (produits d'exploitation)

- Gouvernement français : 13 900 €
- Conseil régional Île de France : 14 250 €
- Union européenne : 10 000 €
- Partenariat laboratoire de recherche SCité : - 2 250 € (produit reporté sur 2015)

Fonds institutionnels privés : 181 500 euros soit 76,58% des PE

- Fondation C.L. Mayer : 135 000 €
- Fondation de France : 30 000 €
- Fondation Un Monde Par Tous : 7 500 €
- Fondation Agropolis : 9 000 €

Fonds privés autres : 12 450 euros soit 5,25% des PE

- Adhésions : 12 155 €
- Dons : 295 €

Charges

Quasiment tous les postes de charges sont en baisse. Comme évoqué plus haut, les coûts salariaux ont diminué avec les mouvements de personnel (environ 12 000 euros) mais on note également une chute importante de la ligne « impôts et taxes », un effet de la réforme de la taxe sur les salaires (l'augmentation de l'abattement nous exonère maintenant de cette obligation fiscale).

Signe d'une légère diminution d'activité mais également d'activités moins coûteuses, notamment au niveau international, la ligne « autres services extérieurs » qui inclut les dépenses liées aux projets baisse également.

Nous soldons également en 2014 (voir les charges exceptionnelles) cette perte sur une subvention datant de 2009 du Fonds Régional de la Vie Associative, résultat d'un litige sur la remise des rapports finaux du projet. Le Conseil régional d'Île de France gérant ce fonds s'est engagé depuis dans une simplification administrative de sa gestion, une nécessité sans doute…

Trésorerie et bilan

Nous n'avons pas connu de difficulté de trésorerie en 2014 mais une tension était prévue en début d'année 2015 jusqu'au versement de notre subvention principale, celle de la FPH.

Au bilan, notons à l'actif ligne « immobilisation financière », l'apparition de notre participation à la coopérative de presse « Altermondes ». Egalement la chute de produits attendus entre les années 2013 et 2014 (autres créances : fonds qui doivent nous être versés par nos bailleurs), signe notamment de l'épuisement de ressources déjà acquises pour les années suivantes, que l'on retrouve également par la baisse des produits constatés d'avance (financements à reporter sur 2015).
La dette, pour un peu plus de 23 000 euros, n'est que le constat habituel du décalage du versement de nos contributions sociales 2014 qui sera régularisé sur 2015.

Conclusion et perspectives

L'année 2014 aura été une année sans problème financier notable, et ce d'autant plus que des événements opérationnels imprévus ont amélioré des perspectives déjà bonnes. Cependant, nous n'avons guère avancé, et même parfois reculé, sur des questions de fond.

Malgré la contractualisation dès 2015 sur une période triennale de notre subvention de la FPH qui couvre de 40 à 60% de notre budget bon an mal an, nous avons bien peu de visibilité et de sécurité sur nos autres financements. Nous continuons de gérer notre budget global sur un terme d'un an ce qui est peu pour développer sereinement nos programmes.

Le déséquilibre entre nos trois grandes ressources financières s'accroît et la diversité des bailleurs à l'intérieur de ces trois regroupements (voir le détail des produits plus haut) se réduit. Cela augmente notre dépendance vis à vis d'un petit nombre de financeurs et donc notre vulnérabilité. 2014 n'a pas apporté de solutions à ces questions mais la réflexion est demeurée insuffisante sans doute aussi parce que les conditions n'étaient pas vraiment réunies (force salariée et marges de manœuvre limitées).

Progresserons-nous en 2015 sur cette partie ? Il est à craindre que non car contrairement aux deux années précédentes, l'éclaircie sur notre prochain budget tarde à venir. Nous sommes aussi sur une période transitoire notamment au niveau des programmes de financements européens H2020 (8eme Programme Cadre pour la Recherche et le Développement) qui ne prennent réellement leur essor que maintenant. Nous devrons concentrer nos efforts sur la recherche de fonds en laissant de coté la question de la diversité car comme évoqué au fur et à mesure de ce rapport, l'environnement est peu favorable au développement des ressources financières associatives. Nous entamons une année incertaine, prudence et vigilance s'imposent.

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

Présenté en Euros

Edité le 02/04/2015

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires		409	-409	-0,35	-409	-0,24
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	409		409	0,36	409	0,25
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	15 644	14 377	1 267	1,12	-647	-0,39
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations	3 000		3 000	2,64		
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	283		283	0,25	283	0,17
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	***19 336***	***14 786***	***4 550***	4,01	***-364***	-0,21
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés					-5 005	-3,05
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	306		306	0,27	2 432	1,48
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	57 090		57 090	50,30	145 813	89,02
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	51 561		51 561	45,43	20 915	12,77
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	**108 956**		**108 956**	95,99	**164 155**	100,22
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	***128 292***	***14 786***	***113 506***	100,00	***163 791***	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

Présenté en Euros

Edité le 02/04/2015

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	37 499	33,04	37 367	22,81
Résultat de l'exercice	1 688	1,49	132	0,08
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecarts de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	***39 187***	34,52	***37 499***	22,89
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
TOTAL (II)				
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	47	0,04	51	0,03
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 622	4,07	9 650	5,89
Autres	23 234	20,47	37 341	22,80
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	46 417	40,89	79 250	48,38
TOTAL(IV)	***74 319***	65,48	***126 291***	77,10
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	**113 506**	100,00	***163 791***	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 Présenté en Euros Edité le 02/04/2015

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises								
Production vendue de biens								
Prestations de services	605		605	100,00	487	100,00	118	24,23
Montants nets produits d'expl.	***605***		***605***	100,00	***487***	100,00	***118***	24,23
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			217 400	N/S	249 224	N/S	-31 824	-12,76
Cotisations			12 155	N/S	13 893	N/S	-1 738	-12,50
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs								
Autres produits			304	50,25	2 914	598,36	-2 610	-89,56
Reprise sur provisions, dépréciations			7 000	N/S			7 000	N/S
Transfert de charges			150	24,79	2 841	583,37	-2 691	-94,71
Sous-total des autres produits d'exploitation			***237 009***	N/S	***268 872***	N/S	***-31 863***	-11,84
Total des produits d'exploitation (I)			***237 615***	N/S	***269 359***	N/S	***-31 744***	-11,78
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Exédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés			647	106,94	699	143,53	-52	-7,43
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges								
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			***647***	106,94	***699***	143,53	***-52***	-7,43
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion			3 694	610,58	709	145,59	2 985	421,02
Sur opérations en capital								
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)			***3 694***	610,58	***709***	145,59	***2 985***	421,02
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			***241 956***	N/S	***270 766***	N/S	***-28 810***	-10,63
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT								
TOTAL GENERAL			***241 956***	N/S	***270 766***	N/S	***-28 810***	-10,63
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises								
Variations stocks de marchandises								
Achats de matières premières et autres approvisionnements					95	19,51	-95	-100,00
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés			1 129	186,61	6 685	N/S	-5 556	-83,10
Services extérieurs			676	111,74	4 264	875,56	-3 588	-84,14
Autres services extérieurs			21 190	N/S	26 166	N/S	-4 976	-19,01
Impôts, taxes et versements assimilés			801	132,40	9 505	N/S	-8 704	-91,56
Salaires et traitements			143 938	N/S	152 428	N/S	-8 490	-5,56
Charges sociales			57 280	N/S	60 733	N/S	-3 453	-5,68
Autres charges de personnel								
Subventions accordées par l'association								

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014 Présenté en Euros Edité le 02/04/2015

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	1 776	293,55	2 757	566,12	-981	-35,57
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			7 000	N/S	-7 000	-100,00
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	1 552	256,53	297	60,99	1 255	422,56
Total des charges d'exploitation (I)	***228 341***	N/S	***269 931***	N/S	***-41 590***	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements						
Total des charges financières (III)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	11 927	N/S	703	144,35	11 224	N/S
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	***11 927***	N/S	***703***	144,35	***11 224***	N/S
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	***240 268***	N/S	***270 634***	N/S	***-30 366***	-11,21
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	***1 688***	279,01	***132***	27,10	***1 556***	N/S
TOTAL GENERAL	***241 956***	N/S	***270 766***	N/S	***-28 810***	-10,63

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature	24 000		24 000			
Dons en nature						
TOTAL	***24 000***		***24 000***			
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						